

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

FACE A LA FAILLITE DE L'ÉCONOMIE MONDIALE Le capitalisme nous promet encore plus de chômage et de misère

Après 1989, avec l'effondrement du bloc de l'Est puis la dislocation de l'URSS, la bourgeoisie occidentale avait monté toute une campagne assourdissante vantant les mérites de son système d'exploitation, le capitalisme, son indiscutable "supériorité" et sa "pérennité" historique. A grands coups de trompettes, elle clamait la mort du "communisme" et annonçait une "nouvelle ère de paix et de prospérité". Les pays de l'Est ex-staliniens étaient même censés représenter de "nouveaux marchés" qui assureraient une irrésistible nouvelle marche en avant du capitalisme triomphant. Cette belle euphorie est vite retombée. Ce

qui s'était effondré, ce n'était pas le "communisme", mais un pan gigantesque de l'économie capitaliste mondiale, incapable de résister aux assauts de la crise économique.

Pas plus de "paix" que de "prospérité", pas plus de "nouvel ordre mondial" que de "boom économique". Bien au contraire, la guerre, le chaos, le marasme économique et la misère grandissante se sont répandus avec plus de force sur la planète. Les pays de l'ex-bloc stalinien ont sombré dans la décomposition, jetant brutalement des dizaines de millions de prolétaires et d'êtres humains dans une horreur quotidienne. Quant aux pays dévelop-

pés prétendant apporter la prospérité à l'Est, ils ont eux-mêmes plongé dans une aggravation sans précédent de la crise.

L'économie mondiale plonge dans une crise sans issue

Les violentes secousses monétaires et boursières qui ont récemment frappé de plein fouet les "tigres" et les "dragons" asiatiques, ces "miracles" économiques d'il y a encore six mois, sont venues montrer une nouvelle fois que, pas plus à l'Ouest qu'à l'Est, il n'y a de débouchés pour le capitalisme aujourd'hui (voir Revue Internationale

n° 92 et RI n° 274). Le sauvetage de la Corée du Sud, onzième économie mondiale, s'avère requérir chaque jour un apport financier supplémentaire. On en est à 110 milliards de dollars, le double de ce qui était prévu initialement. Le Japon lui-même, considéré comme le "banquier du monde" et le pilier des mouvements de capitaux internationaux, est en permanence en équilibre instable entre un improbable rétablissement et la banqueroute pure et simple.

Trente années d'une fuite en avant dans l'endettement et la spéculation ont amené l'économie mondiale aux limites d'un effondrement que la bour-

geoisie cherche désespérément à repousser. Chaque pas réalisé pour tenter d'échapper au gouffre, en injectant de nouveau des milliards de dollars en prêts qui ne seront jamais remboursés, est ainsi un pas de plus dans sa direction.

Alors que depuis quelques mois s'effondrent les économies du Sud-Est asiatique, les grands sorciers de l'économie se veulent optimistes. Michel Camdessus, directeur général du FMI, déclarait par exemple que "s'ils appliquent à la lettre les programmes du FMI, les pays asiatiques affectés sortiront renforcés de la crise" (propos repris de *Libération* du 28 novembre). Et l'on entend aussi dire que cette crise monétaire a été en définitive profitable à l'Europe vers laquelle les capitaux en fuite de l'Asie se sont réfugiés. En fait, la bourgeoisie cherche à se rassurer.

Dans les années 70 et 80, on nous promettait tous les jours la sortie du tunnel. A présent, comme dans les années qui ont suivi la chute du Mur de Berlin, les manifestations les plus brutales de la crise seraient le signe d'une amélioration. En 1989, la bourgeoisie annonçait en effet les douloureuses "réformes" à l'Est, c'est-à-dire l'austérité la plus massive, comme "nécessaires et indispensables" pour le passage à "l'économie de marché", vers des lendemains prospères et radieux. On voit aujourd'hui ce que valaient ces belles promesses ! Nos docteurs en économie capitaliste voudraient donc à nouveau nous faire croire que la crise actuelle est une

(SUITE PAGE 2)

(SUITE PAGE 2)

HUIT ANS APRÈS L'EFFONDREMENT DES RÉGIMES STALINIENS

L'aggravation du chaos et de la barbarie guerrière

Si on fait le bilan de l'année qui vient de s'écouler, sur le plan des conflits impérialistes, on mesure à quel point le chaos dévastateur propre à la période de décomposition du capitalisme se développe rapidement. Confrontés à une contestation permanente et accrue de leur autorité par leurs alliés d'hier, les Etats-Unis connaissent un déclin historique de leur leadership mondial. D'offensives en contre-offensives, de massacres en massacres, la dynamique du chacun pour soi est devenue la règle d'une véritable danse macabre (1).

Déclin de l'impérialisme américain et déchaînement du chacun pour soi

Avec la dislocation du bloc de l'Est disparaissait l'ennemi commun qui déterminait l'unité des occidentaux derrière l'autorité du chef de file, les Etats-Unis.

Malgré la disparition de cette menace, les anciens alliés occidentaux continuèrent néanmoins dans un premier temps à subir les diktats de Washington. Très rapidement, sur fond de décomposition avancée, la

perspective d'alliances stables devant déboucher sur la construction de deux nouveaux blocs rivaux a laissé place au développement du chacun pour soi, à la collision d'intérêts divergents libérés de la tutelle des anciens blocs. Dès lors, les Etats-Unis voyaient la contestation de leur autorité se développer. Leur réponse la plus spectaculaire et massive fut l'imposition de la coalition forcée anti-irakienne durant la Guerre du golfe. Mais cette "remise au pas" sera de courte durée. Progressivement, les Etats-Unis connaîtront des difficultés importantes, notamment en Yougoslavie et à travers la perte de leur lieutenant traditionnel, la Grande-Bretagne. Cette dernière entérinait une rupture historique qui a entraîné une période de difficultés accrues pour les Etats-Unis sur les différents points stratégiques de la planète. Face à cela, Washington n'a eu d'autre choix que d'engager une vaste contre-offensive. Celle-ci s'est d'abord centrée en Ex-Yougoslavie, épicentre des rapports de forces entre grandes puissances, où elle aboutit victorieusement à l'imposition des accords de Dayton. En-

suite, le rouleau compresseur américain se mettait en marche en Afrique, éjectant l'impérialisme français déclinant de certaines de ses positions, le Rwanda, le Burundi et enfin récemment le Zaïre, pièce maîtresse du dispositif stratégique de la présence française sur ce continent. Par ailleurs, les Etats-Unis mettaient le paquet pour tenter de déstabiliser la tutelle française en Algérie, via le soutien au terrorisme islamique. Les populations y firent les frais d'une lutte sanglante ponctuée d'atroces massacres au terme de laquelle la France, malgré un affaiblissement réel de sa domination, est néanmoins parvenue à se maintenir en place.

Cette pression des Etats-Unis n'a cependant que très partiellement verrouillé les points stratégiques vitaux convoités. Les succès remportés durant l'été 1997, la mise en veilleuse de l'antagonisme entre Washington et Londres, laissaient à penser que la première puissance mondiale pouvait, sinon stopper, du moins étouffer la contestation de ses rivaux. Or, malgré la contre-offensive américaine, cette contestation s'est non seulement poursui-

vie, mais encore amplifiée, en particulier au Moyen-Orient, devenu le véritable talon d'Achille des Etats-Unis. Elle s'y est polarisée de façon spectaculaire, favorisée en cela par la politique incontrôlée d'Israël depuis l'élection, non souhaitée par Washington, de Netanyahu à la tête de l'Etat juif. Des puissances régionales comme la Syrie, des anciens alliés comme l'Egypte ou l'Arabie Saoudite aux grands ri-

Sommaire

SITUATION INTERNATIONALE

Pour masquer sa barbarie guerrière, la bourgeoisie inocule le poison du pacifisme p. 2

FRANCE

Sécurité dans les transports : un prétexte pour renforcer l'Etat policier p. 3

Lois Guigou et Chevènement :

Un piège idéologique et une attaque contre toute la classe ouvrière p. 3

35 heures : La gauche dévoile enfin la vérité p. 3

Staliniens et trotskistes apportent leur contribution

aux mensonges de la bourgeoisie p. 4

Lutte Ouvrière vole au secours de la mémoire de Marchais p. 4

DEFENSE DE L'ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE

Les éléments prolétaires se mobilisent pour défendre l'organisation révolutionnaire p. 5

REUNION PUBLIQUE COMMUNE DE LA GAUCHE COMMUNISTE

En défense de la révolution d'Octobre p. 6

CONFLITS IMPÉRIALISTES

L'aggravation du chaos et de la barbarie guerrière

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

vaux européens comme la France, la protestation et le sabotage des initiatives américaines pour sauvegarder la "pax americana" sont devenus la règle (voir RI n°274).

Parallèlement, les motifs de crispation se sont multipliés ailleurs, notamment à propos de l'élargissement de l'OTAN vers les pays de l'Est, en particulier face à l'Allemagne.

Si l'année 1997 a été celle du développement du chacun pour soi, les mois à venir ne peuvent qu'être porteurs d'une accentuation supplémentaire de cette guerre du tous

contre tous. Il est clair qu'il y a aujourd'hui de moins en moins de "chasses gardées" et les zones d'influence "protégées" tendent à disparaître. Cela est valable pour les puissances de second ordre (comme en particulier les anciennes puissances coloniales dont la France est un symbole) mais aussi pour la première puissance mondiale.

L'exemple le plus frappant, comme on l'a vu plus haut, est celui du Moyen-Orient. Et la capacité de telle ou telle grande puissance à "foutre le bordel" dans les terrains de chasse privilégiés d'un autre requin impérialiste ne veut pas dire

qu'elle puisse imposer une réelle domination ou stabilisation à son profit.

L'exemple africain est là aussi éclairant : si les Etats-Unis ont réussi à "virer" la France de l'ex-Zaïre, cela reste fragile et ne veut absolument pas dire que la République du Congo de Kabila soit devenue un allié sûr de Washington. Virer un parrain concurrent ne veut plus dire capacité des autres maffieux à imposer leur loi sur le territoire du premier... Ce qui n'empêchera pas la guerre des gangs de s'intensifier, bien au contraire. Détruire sans reconstruire : voilà le programme !

Face à cette situation chaotique et à l'exacerbation de la contestation anti-américaine, la première puissance mondiale se doit de réagir. Cette réaction est pour elle vitale, même si cela est difficile du fait que l'impérialisme américain se trouve coincé devant un réel dilemme :

- soit il n'utilise pas sa supériorité militaire, ce qui ne peut que pousser les contestataires à aller plus loin encore ;

- soit il recourt à la force, ce qui ne peut qu'engendrer la contestation d'alliés cherchant à se dégager d'une tutelle trop pesante et pousser les adversaires à chercher une revanche.

Cependant, étant donné que la seule arme dont disposent les Etats-Unis reste la force militaire, Washington devra donc la déchaî-

ner, malgré les difficultés. Ceci ne pourra que renforcer le chaos et le chacun pour soi. Et si la ligne d'affrontement entre les Etats-Unis d'une part et leurs ex-alliés du défunt bloc de l'Ouest d'autre part reste l'élément premier de la situation, les luttes entre les "seconds couteaux" et celles entre puissances régionales seront également de mise. Ainsi, par exemple, dans l'ex-Yougoslavie où la "Paix de Dayton" devient de jour en jour plus fragile, la récente entente entre la France et l'Allemagne pour réduire l'influence américaine ne pourra que se casser les dents face à des intérêts stratégiques fondamentalement divergents dans ce pays.

Enfin, le déchaînement du chacun pour soi qui domine très largement la situation ne signifie pas que la tendance "naturelle" du capitalisme à l'affrontement entre blocs impérialistes ait totalement disparu. Elle existe toujours et se vérifie essentiellement à travers la politique menée par la puissance qui se présente à la candidature de tête d'un bloc concurrent aux Etats-Unis : l'Allemagne.

L'Allemagne qui, de ce point de vue, reste la seule puissance avec l'Amérique à avoir une véritable politique cohérente et à long terme. L'année 1997 a été un moment important de sa montée en puissance, en particulier en direction de son aire historique d'influence et d'ex-

pansion : l'Europe de l'Est. Alors qu'elle a su forcer la France à renouer son alliance avec elle, les points marqués vis-à-vis de la Russie sont également patents et très significatifs : l'Allemagne, premier investisseur en Russie, trouve de plus en plus grâce aux yeux d'Eltsine, alors que la Russie n'a pas tiré d'avantages décisifs de son alliance avec les Etats-Unis...

Tout cela montre donc clairement que l'unique perspective offerte par le capitalisme à l'agonie est la poursuite et l'intensification de la barbarie guerrière. Les gesticulations et manipulations sur l'échiquier géopolitique des grandes puissances montrent en effet, avant tout, que ce système ne peut offrir aujourd'hui et demain que toujours plus de larmes et de sang.

Plus que jamais et inlassablement il faut dénoncer la responsabilité qui incombe aux grandes puissances dans la barbarie qui met le monde à feu et à sang. Face à cela, la classe ouvrière est la seule à posséder une réponse : la destruction du capitalisme et la mise à l'ordre du jour de la société communiste.

HW

(1) Voir la résolution du 12e Congrès du CCI sur la situation internationale (Revue Internationale n° 90).

Le capitalisme nous promet encore plus de chômage et de misère

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

réaction saine à une maladie passagère dont le capitalisme va sortir en meilleure santé, vacciné en quelque sorte. L'économie mondiale ne s'est jamais aussi mal portée, cela va encore empirer, et il n'existe pas de remède pour la guérir.

De plus, le rétrécissement du marché mondial, consécutif aux récentes faillites, va entraîner une accélération et un renforcement de la guerre commerciale que se mènent les pays développés.

Une aggravation considérable de la misère ouvrière

Pour la classe ouvrière, c'est clair : elle va en payer le prix fort. D'ores et déjà, la bourgeoisie nous parle de "ralentissement de la croissance" de quasiment 1% de moins que prévu pour l'année 1998. Ce que cela annonce, c'est une puissante accélération des attaques antiouvrières et une dégradation brutale des conditions de vie des populations sur toute la planète. Avant même les récentes secousses financières, le Bureau International du Travail comptait un milliard de chômeurs sur Terre, soit 33% de la population active.

Dans les pays du Sud-Est asiatique, l'austérité imposée par le FMI va mettre des centaines de milliers, voire des millions d'ouvriers à la rue. En Corée du Sud, le nombre des chômeurs va ainsi plus que doubler et 700 000 salariés vont à court terme être licenciés. Mais la classe ouvrière ne va pas non plus être épargnée dans les pays développés où les licenciements s'accroissent dans les entreprises les plus importantes de la production industrielle, malgré les discours sur la "croissance" dont nous abreuve la bourgeoisie. En Allemagne, le plan de fermeture des mines de charbon va entraîner la mise au chômage de 42 000 ouvriers. En Suède, Ericsson va licencier 10 000 salariés, après un "dégraissage" de 10 000 employés en 1995. SKF, premier producteur mondial de roulements à bille, et ABB (électro-mécanique) vont supprimer 5% de leur personnel. La bruyante constitution

de United Bank of Switzerland, deuxième banque du monde, entraîne la disparition de 13 000 emplois.

Mais c'est surtout l'Amérique qui donne de façon éclatante la véritable direction que prend l'économie mondiale et ce qui attend le prolétariat au niveau international. Après tout le battage auquel on avait eu droit fin novembre sur sa prétendue "bonne santé", les secteurs les plus compétitifs annoncent des licenciements par milliers et dizaines de milliers. C'est ce que les économistes appellent les "restructurations". Ainsi, Kodak licencie 10 000 ouvriers, Singer 6 000 (25% de ses effectifs mondiaux), les jouets Hasbro 2 500 (20%) et Philip Morris 2 500. Levi Strauss ferme onze usines et supprime 6 400 emplois, Citicorp 7 500, Whirlpool éjecte 4 700 ouvriers (10% de ses effectifs). Enfin, autre exemple criant de l'accélération du rythme et de la massivité des licenciements, la plus grande entreprise aéronautique mondiale, le super-géant Boeing va licencier sec 12 000 salariés.

Et pendant que les entreprises licencient à tours de bras ou baissent les salaires de façon draconienne (comme Volkswagen qui diminue les salaires de ses ouvriers à Sao Paulo de 20% !), les Etats des pays développés multiplient les mesures antiouvrières sur le salaire social : santé, retraites, le droit aux prestations sociales comme les allocations familiales, allocations logements, etc.

Une telle perspective d'une aggravation sans précédent des conditions de vie et de travail de toute la classe ouvrière doit engager les ouvriers à ne pas rester inactifs et ne pas subir passivement les assauts de la bourgeoisie. Au contraire, cet enfoncement dans la crise économique ne peut être qu'un puissant facteur d'accélération de la combativité ouvrière et de la prise de conscience du prolétariat international de la faillite du capitalisme. Car c'est à lui que revient la responsabilité historique d'imposer sa propre perspective, la révolution prolétarienne mondiale, face à la crise mortelle d'un système qui conduit l'humanité dans la pire misère et la pire barbarie.

KW (20 décembre)

MINES ANTIPERSONNEL

Pour masquer sa barbarie guerrière, l'Etat bourgeois inocule le poison du pacifisme

La propagande planétaire sordide en faveur de l'interdiction des mines antipersonnel a démontré une fois de plus que la bourgeoisie ne recule devant aucune abomination pour recouvrir d'un voile "humanitaire" la violence congénitale de son système barbare et meurtrier. Pendant des mois, elle nous a abreuvé jusqu'à la nausée d'images choc, de films atroces, exhibant sans retenue ces handicapés accablés qu'elle mutilé tous les jours pour défendre ses intérêts impérialistes sordides. Ses journalistes, cinéastes et organisations caritatives sous le "haut-patronage" de feu la princesse Diana, jusqu'au Comité Nobel, tous ont été mis à contribution pour appuyer sur la "fibre sentimentale" des foules, légitimement révoltées par ces crimes malheureusement bien réels.

Si la bourgeoisie et ses séides ont orchestré cette répugnante campagne pacifiste, ce n'est pas par philanthropie soudaine. Le but visé, c'est de faire écran à toute réflexion et prise de conscience de la part des prolétaires des racines de cette barbarie quotidienne. Tout est fait pour masquer la responsabilité première et totale de TOUS les Etats bourgeois dans le déclenchement incessant de guerres et de conflits sanglants qui se répandent dans le monde telle une lèpre. Dans un marché mondial sur-saturé, les différentes bour-

geoisies nationales sont condamnées à une concurrence féroce pour s'approprier les marchés et zones d'influence aux dépens les unes des autres. C'est pourquoi une seule voie est tracée dans le système bourgeois : le développement à outrance du militarisme, de la production d'armements toujours plus sophistiqués et plus monstrueux dont les mines anti-personnel ne sont qu'une infime partie meurtrière. En effet, cette campagne permet avant tout d'occulter la monstruosité de l'ensemble de l'arsenal meurtrier utilisé sans le moindre scrupule par les uns comme par les autres dans tous les conflits impérialistes qui ravagent la planète. Cette logique guerrière inhérente au capitalisme depuis sa naissance et d'autant plus envenimée de nos jours, il n'est pas question de l'étaler au grand jour. C'est la raison pour laquelle, selon les opportunités conjoncturelles et les situations, la bourgeoisie nous inonde de sa mystification pacifiste abjecte. Le pacifisme vise un objectif bien particulier : récupérer le dégoût des ouvriers devant l'horreur de la guerre et ses ravages, même en temps de "paix", pour dévoyer leur colère sur un terrain bourgeois. Un terrain où on les invite à se noyer dans "les protestations" de toutes les "personnes de bonne volonté", à se fondre dans un magma interclassiste stérile. Il s'agit de désarmer les prolétaires, les

rendre impuissants en les déracinant du sol naturel de leur lutte et les empêcher de faire le lien entre la crise qui les réduit à la misère et la guerre qui les meurt et les tue.

Le traité d'interdiction des mines antipersonnel aura également permis aux Etats signataires et tout particulièrement à la France, de régler ses comptes, à travers la plus parfaite hypocrisie, avec son rival américain pour ses propres besoins guerriers. Cet "antiaméricanisme" ardent manifesté bruyamment par le gouvernement français, lui aura fourni une publicité pacifiste à peu de frais, occultant son rôle impérialiste sur l'arène mondiale en concurrence avec le parrain américain précisément, passant sous silence son troisième rang mondial de fournisseur d'armements, et dernièrement sa participation en force au Salon de l'aéronautique de Dubaï où ont été vantés les mérites des derniers équipements militaires français.

La seule façon de mettre fin à toute cette barbarie, ce n'est sûrement pas en se laissant engourdir par les bêtises criminelles du pacifisme d'où qu'il vienne mais c'est en détruisant le capitalisme mondial par la lutte de classe massive et intransigeante du prolétariat international pour l'unique projet véritablement humain, le projet communiste.

SB

SÉCURITÉ DANS LES TRANSPORTS

Un prétexte pour renforcer l'Etat policier

Pratiquement tous les jours, les médias nous rendent compte d'agressions en tout genre dans les transports en commun de nombreuses villes, avec comme victimes principales les chauffeurs de bus et les usagers. L'existence d'une telle violence, voire même son développement, n'est que la manifestation d'une société capitaliste en décomposition qui engendre de plus en plus de misère, imposant des conditions de vie de plus en plus insupportables pour des millions d'êtres humains.

La réponse de l'Etat bourgeois : encore plus de policiers !

De "colloques" en "tables rondes", une véritable frénésie de réunions s'empare de nos hommes d'Etat ; des maires des grandes villes jusqu'aux ministres du gouvernement, de la droite à la gauche, tout ce beau monde est d'accord pour affirmer que *"les gardiens de la paix civile doivent être remis au service de la République et des citoyens"* (propos du maire PS de La Roche sur Yon, cité dans *Le Monde* du 29/11/97). En clair : il faut renforcer le quadrillage policier et se donner une justice plus sévère pour jeter en prison les fauteurs de troubles. Ce sont les grèves dans les

transports en commun de plusieurs villes de province et dans la région parisienne qui vont donner à l'Etat bourgeois l'occasion de mettre en place des mesures de répression encore plus draconiennes.

Exploitant ce sentiment de peur chez les chauffeurs de bus, la bourgeoisie dramatise la situation dans le but de multiplier la présence policière sur le terrain. *"Les pouvoirs publics gèrent l'urgence"* annonce le journal *Libération* qui va jusqu'à écrire *"le gouvernement devra régler très vite cette crise, plus difficile à résoudre qu'une grève des routiers"* (édition du 30/11/97). A la télévision, les chauffeurs de bus ont la parole pour exprimer la peur de traverser des quartiers où des agressions ont lieu. Les usagers sont "invités" aussi à parler des violences qu'ils subissent. Le décor est planté, maintenant à l'Etat d'intervenir : "la balle est dans le camp des pouvoirs publics", disent les journaux de la bourgeoisie. Sur certaines lignes des transports de la région lilloise, une police spécifique a été créée, dans d'autres villes, ce sont des policiers en uniforme qui assurent la sécurité. Ce ne sont que des premières mesures qui en annoncent d'autres, et on sait que, sur ce plan, le gouverne-

ment de Jospin saura tenir ses promesses.

D'ailleurs elles commencent à entrer en vigueur ; le ministre de l'Intérieur, Chevènement, et le ministre "PC" des transports, Gayssot, après la tenue de "tables rondes" début décembre, annoncent le déploiement de tout un arsenal de répression. Création de corps de sécurité en tout genre, de la police légale en uniforme jusqu'aux agents de sécurité recrutés par les entreprises de transports, tout ce beau monde va circuler dans le métro ou dans les bus pour "protéger" la population dans un contexte où le plan Vigipirate « allégé » est maintenu dans les gares et autres lieux publics, sans oublier les îlots qui continueront à sillonner les quartiers populaires. Et ce n'est pas fini, la bourgeoisie va même renforcer la présence de ces "agents d'ambiance", ces jeunes chômeurs recrutés par l'Etat pour aller "dialoguer" avec les délinquants, en fait pour aller au casse-pipe pour un salaire de misère. Il y aura même des équipements spéciaux de radio-surveillance. Et tout ceci au nom de *"l'humanisation des transports publics"*, quelle belle formule hypocrite du "camarade ministre communiste Gayssot" ! Ainsi, la "lutte contre la délinquance et

la violence" quotidienne est un prétexte qui donne une occasion pour la bourgeoisie de renforcer le déploiement de ses forces de répression dans la rue, au moment même où se développe le mécontentement de la classe ouvrière face aux attaques toujours plus féroces contre ses conditions de vie et de travail. C'est bien pour cela que la classe dominante doit aujourd'hui s'efforcer de faire accepter un tel renforcement policier par les ouvriers eux-mêmes. Toute l'habileté du gouvernement consiste ainsi à répondre aux "revendications" ouvrières.

La bourgeoisie cherche à enrôler le prolétariat derrière son Etat

Et pour ce faire, tout a été mis en oeuvre pour que ce soit les ouvriers eux-mêmes qui demandent plus de présence policière. Toutes les forces de maintien de l'ordre capitaliste sont mobilisées, avec au centre les syndicats à l'origine des grèves, véritables tremplins pour la mise en avant de "revendications" plus "sécuritaires", pour l'"amélioration des conditions de tra-

vail à l'ombre des képis". Ce sont ces mêmes syndicats qui réclamaient, avant la tenue de la "table ronde" du 9 décembre, *"la création de brigades spécifiques de police dans les transports urbains de grandes agglomérations"* (déclaration de la CFDT-Transport). Aujourd'hui, ils sont, avec le gouvernement et les élus locaux, les complices de ce quadrillage policier.

La classe ouvrière ne doit pas tomber dans le piège. Elle ne doit pas "demander plus de flics pour combattre l'insécurité", car un tel renforcement policier, l'Etat bourgeois saura s'en servir contre les luttes ouvrières qui oseront remettre en cause le système d'exploitation capitaliste qui génère la misère, le chômage et la violence.

Le prolétariat doit prendre conscience que seule sa propre violence de classe, à travers le développement de ses luttes toujours plus massives et unies, pourra, en renversant l'ordre capitaliste, mettre un terme à la délinquance comme à toute les manifestations de la barbarie et de la décomposition du tissu social.

André

LOIS GUIGOU ET CHEVÈNEMENT

Un piège idéologique et une attaque contre toute la classe ouvrière

Le projet de loi Guigou sur la nationalité a été l'occasion pour la bourgeoisie française de relancer la fausse opposition droite-gauche, à travers en particulier des "débats houleux" à l'Assemblée Nationale. Cela permet à la gauche d'apparaître "généreuse". Mais c'est surtout le moyen pour la bourgeoisie de masquer la mise en place de mesures sornioises de répression contre les immigrés et de faire entériner discrètement les nouvelles attaques contenues dans la loi Chevènement contre cette fraction de la classe ouvrière.

En matière d'immigration, lorsqu'il s'agit de faire passer de nouvelles attaques, Chevènement n'a rien à envier à Debré et Pasqua.

Une attaque et une répression accrue

Les clandestins se cachent ? La gauche a une réponse : "Venez à moi, faites-vous connaître, faites-vous ficher... Vous serez ainsi, en toute "liberté", plus facilement expulsés !". Debré en rêvait... Chevènement l'a fait ! Et c'est grâce à la complicité de toute la gauche, du PC aux Verts, des syndicats (CFDT, CGT, FSU, SUD) et du "monde associatif" que le traquenard s'est avéré si efficace : 120 000 "clandestins" ont donc été se faire recenser ; seulement 3% d'entre eux ont eu droit à un titre de séjour provisoire. Les autres sont soit immédiatement arrêtés en vue de l'expulsion (celle-ci a déjà commencé, même si c'est encore au compte-gouttes, avec ces quatre maliens, bâillonnés et attachés, réexpédiés de force à la maison mère le 17 octobre), soit en attente. Etant entendu comme l'a réaffirmé Jospin que les non-régularisés *"devront quitter le territoire"*. Alors, pour faire avaler la pilule, il est dit hypocritement, à travers les propos d'un responsable du ministère de l'Intérieur, *"qu'ils ne seront pas expulsés, sauf s'il sont contrôlés dans la rue"* (1). Avec le

renforcement massif des forces de répression et du flicage tous azimuts dans les quartiers que le gouvernement met en place, les *"bons citoyens"* peuvent être tranquilles : les mailles du filet seront assez serrées pour repérer les indésirables ! A tout cela il faut encore ajouter la mesure "humaniste" de prolonger de deux jours la durée légale de rétention dans des conditions *"pires que la prison"* (2) ; les clandestins sont parqués soit dans d'infâmes cellules dans *"une centaine de commissariats en France"*, soit dans un des 32 *"camps de rétention"*. Ainsi, malgré des différences énormes dans le traitement des détenus, on voit que les "camps" ne sont l'apanage ni de Pétain, ni des régimes hitlériens ou dits communistes. Dans tous les cas, la logique est la même, et elle s'appelle défense de l'économie nationale. Ainsi, hier, le régime hitlérien désignait les juifs comme bouches émissaires de la crise économique, confisquait leurs biens pour alimenter l'effort de guerre, et les exterminait en masse simplement pour s'en débarrasser. Aujourd'hui, si la France se débarrasse de ses immigrés c'est parce qu'en cette période de crise, elle n'a que faire de ces bouches à nourrir qui ne trouvent plus à vendre leur force de travail, même pour un salaire de misère.

Un renforcement des campagnes idéologiques

Quelle différence faire entre une droite qui a voté jadis les lois *"liberticides"* Debré / Pasqua et une gauche qui ne les abroge pas ? Aucune, sur le fond, si ce n'est, et c'est énorme, que la gauche fait mieux que la droite quand il s'agit de faire vibrer la corde nationaliste et citoyenne. Partout, à l'Assemblée comme dans les écoles, l'heure est à *"la citoyenneté"*, à la *"défense des vertus républicaines"* et à la *"chance d'être français"*. Lorsqu'il était ministre de l'Education Nationale, Jospin

avait déjà fait des pieds et des mains pour réinstaurer *"l'instruction civique"*, bourrer le crâne des futurs prolétaires et chômeurs en leur faisant chanter la *"Marseillaise"*. La bourgeoisie se partage le travail pour renforcer le nationalisme le plus puant. Ainsi, pour certains, *"être français se mérite"* alors que pour d'autres, seule la naissance sur le sol national sacré permet d'obtenir de *"bons français"*. Cette dernière affirmation n'est pas l'apanage du méchant Le Pen, elle est matraquée par la gauche "plurielle" qui vise ainsi à diviser la classe ouvrière entre français et étrangers, bons citoyens et mauvais clandestins.

Les "associatifs" et autres "pétitionnaires" à la solde de l'Etat bourgeois viennent utilement seconder partis politiques et syndicats : on hurle fort contre la loi et on fait tout pour qu'elle s'applique ! Le tout enrobé d'un nationalisme de la pire espèce, pour défendre *"la patrie des droits de l'homme"* et la *"nation réelle"*, comme le fait entre autres un tract de la CFDT appelant à *"un retour à l'idée de Nation de 1789"* !

Et si les ouvriers osent penser que cette politique scandaleuse est aux antipodes de leurs intérêts de classe, la bourgeoisie nous ressort l'éternel épouvantail du Front National et de l'extrême-droite ! Ne pas réprimer les "clandestins" serait *"faire le jeu du fascisme"*...

Plus que jamais, la classe ouvrière doit refuser toute cette démagogie bourgeoise et ces mensonges, et se cramponner à la seule perspective qui existe pour échapper à la barbarie de la bourgeoisie, celle de son combat de classe, toutes races et nationalités confondues, sur le terrain de la défense de ses intérêts propres.

HPL (6 décembre)

- (1) Libération du 4 octobre.
(2) Libération du 24 novembre.

35 HEURES

La gauche dévoile enfin la vérité

L'aggravation de la crise économique exige des attaques massives et frontales dans tous les secteurs. La bourgeoisie, par le biais de sa "gauche au grand coeur", s'appête donc à donner un tour de vis supplémentaire avec la "grande mesure" des 35 heures (voir RI n° 265 et n°273). D'ailleurs, révélant sa duplicité puante et ses monstrueuses intentions, le gouvernement, par la voix de la ministre Martine Aubry, finit par "lâcher le morceau" sur la véritable signification des 35 heures. Lors d'un déplacement en Alsace début décembre, devant un public de chefs d'entreprises, la ministre a pu affirmer : *"Nous n'avons jamais dit 35 heures payées 39. C'est justement ça qu'il ne faut pas faire. Il faut plus de souplesse. Cette réduction du travail doit être l'occasion, comme pour la loi Robien, de réorganiser le travail, de retrouver de la souplesse, d'être plus réactif"*. Au sujet des 35 heures, le gouvernement pouvait ainsi s'exprimer avec le maximum de liberté devant les patrons : *"durée légale ne veut pas dire durée réelle"*. Plus infect, tu meurs ! Cela a cependant le mérite d'être clair (entre bourgeois on peut parler affaires sans utiliser le vernis social) ! Mais comme tout ceci n'est pas suffisant, la voix du gouvernement souligne au passage à ses valets attentifs : *"on peut très bien négocier une moindre augmentation des salaires ou un blocage"*. Très inspirée, cherchant à vendre cette camelote aux "méchants patrons", la ministre finit par se targuer de surcroît du sort terrible imposé aux prolétaires : *"Reconnaissez avec moi que les discours sur les avantages acquis sont beaucoup moins importants aujourd'hui : 85% des embauches se font en précaires, il n'y a plus d'autorisation administrative de licenciement, le travail de nuit ou le week-end est possible..."*. Et comme ces satanés patrons ne veulent pas reconnaître la bonne volonté des "socialistes", experts en matière d'exploitation, Martine Aubry finit par rappeler que c'est la gauche qui avait la première bloqué et désindexé

les salaires sous le second gouvernement Mauroy. Très convaincant ! Encore une fois, merci la gauche ! Bravo ! Quel contraste avec le vernis officiel que les médias aux ordres et le gouvernement distillent pour nous persuader que les 35 heures *"répondent aux attentes des salariés"* qui pourront *"disposer de plus de temps libre"* ! So-disant afin de *"lutter contre le chômage"*...

Déjà mise en pratique brutalement, souvent sous la forme d'un chantage à l'emploi dans nombre d'entreprises privées, le gouvernement a annoncé que cette mesure devrait être rapidement élargie au *"bénéfice"* du secteur public, en particulier à certaines catégories *"d'assimilés fonctionnaires"*, dans les transports, à France Télécom et à la Poste. Non seulement cette mesure masque l'asservissement maximal et la flexibilité à outrance, mais en plus, elle permet à la bourgeoisie de diviser les ouvriers au-delà comme au sein même du secteur public, notamment entre les fonctionnaires *"non concernés"* faisant 39 heures et les agents assimilés *"de droit privé"*. Cette attaque n'est d'ailleurs que le premier volet d'une gigantesque attaque, plus générale, dirigée contre tout le secteur public. Dans la foulée, le gouvernement Jospin ne vient-il pas de déclarer à son tour qu'il s'agirait nécessaire de remettre en cause les régimes spéciaux de retraite, projet qui, chacun l'a encore en mémoire, était à la base du plan Juppé, ce qui avait en particulier provoqué la colère des cheminots en novembre-décembre 1995 ?

Les prolétaires doivent donc rejeter par la lutte ce qui n'est autre qu'une baisse des salaires et un chômage partiel déguisé. Ils doivent se souvenir que la baisse des horaires s'est toujours accompagnée d'une réduction des effectifs au travail et d'une exploitation accrue : travailler plus intensivement pour gagner moins ! Voilà le miracle des 35 heures !

W (5 décembre)

Staliniens et trotskistes apportent leur contribution aux mensonges de la bourgeoisie

La bourgeoisie sait qu'elle ne peut pas tirer à boulets rouges sur Octobre et criminaliser la révolution prolétarienne, sans courir le risque, si son discours est trop unilatéral, de se dévoiler elle-même. Voilà pourquoi l'actuelle campagne autour du 80e anniversaire de l'insurrection d'Octobre 17 et surtout autour des prétendus "crimes du communisme" a plusieurs protagonistes. A côté des grands inquisiteurs de service, on a donc les avocats commis d'office à la défense de "l'accusé" qui n'ont d'autre rôle que de cautionner, par leurs "nuances" empoisonnées, les mensonges répandus quotidiennement par les médias.

Grosso modo, ces derniers recouvrent les partis de gauche et d'extrême-gauche de la bourgeoisie, ceux-là même qui ont le devoir de continuer à se faire passer pour des défenseurs de la cause des ouvriers, s'ils veulent continuer à jouer leur rôle dans la défense de l'ordre capitaliste.

Les "mea culpa" du PCF : comment sauver sa peau en accusant Octobre.

Après Jospin qui, au nom de la gauche plurielle gouvernementale, est monté le premier au créneau pour sauver l'honneur du stalinisme bleu-blanc-rouge du parti de Robert Hue mis en cause à l'Assemblée nationale par la droite (voir RI n°274), le PCF est à son tour, venu le rejoindre en première ligne.

Ainsi, s'est tenue le mercredi 3 décembre une édition exceptionnelle de l'émission "La marche du siècle", avec Robert Hue en invité vedette, sur le thème "85 millions de morts, la sombre histoire du communisme". FR3 était en grève totale et pourtant l'émission fut maintenue, c'est dire l'importance que la bourgeoisie accorde à ce que sa répugnante campagne touche un maximum de prolétaires, aux heures de plus grande écoute. On y a eu droit aux mêmes ficelles déjà employées par les autres médias, à l'ignominieuse assimilation entre la terreur stalinienne et la révolution d'Octobre, à la superposition sur des images d'archives décrivant les crimes staliniens de commentaires mettant en cause le nom de Lénine et d'Octobre. Il fallait voir alors le successeur de Thorez et de Marchais s'exclamer que "l'idéal communiste n'a rien à voir avec cette monstruosité" et réitérer à longueur d'émission son nouveau credo "d'anti-stalinien jusqu'au bout des ongles".

R. Hue peut bien être le maître d'œuvre d'un nouveau "tournant" du PCF sur le cadavre encore chaud de G. Marchais, ce ne sera qu'un de ces virages à 180° auxquels nous a habitués ce parti. Un parti qui reste bel et bien ce parti stalinien, adorateur du "petit père des peuples", organisateur des chasses aux sorcières contre les "hilléro-trotskyistes". Un parti qui, opposé à la guerre en 1939 le temps que dura le pacte germano-soviétique, sut très bien se faire ensuite, au gré de la politique impérialiste de l'URSS, grand pourvoyeur de chair à canon pour la "Résistance" et propagandiste actif, à la Libération, de la haine revancharde contre "les Boches" et contre les faibles forces internationalistes d'alors. Un parti que tous les "mea culpa" du monde n'empêcheront pas d'avoir trahi, il y a plus de soixante ans, le prolétariat pour devenir un parti foncièrement anti-ouvrier, défenseur bec et ongles du capital national, ennemi juré de l'internationalisme et de la révolution prolétarienne. Il suffisait d'entendre comment son nouveau leader entendait "prendre la défense de l'idéal communiste" : d'une part, en mettant à l'actif

de cet "idéal" les hauts faits d'armes du PCF dans la Seconde Guerre mondiale, sa pleine et active participation à l'embrigadement impérialiste, autrement dit l'exact contraire du principe internationaliste du programme communiste. En se joignant ensuite au chœur général pour hurler avec les loups que, quelque part, la matrice de la terreur stalinienne était déjà présente chez Lénine, lequel "en théorisant le communisme de guerre" aurait ouvert la voie à la perversion stalinienne ! Poursuivant décidément sur la voie de Staline qui, au nom du communisme, s'acharna à éliminer les artisans d'Octobre et à salir leur mémoire, il ne restait plus au PCF qu'à faire la même chose avec Lénine, toujours au nom de cet "idéal communiste" que les staliniens n'ont jamais cessé de couvrir de boue.

La LCR à la rescousse de la démocratie bourgeoise contre la révolution prolétarienne.

Outre la prestation télévisée du PCF, on a vu réagir, avec apparement plus d'énergie, des gens qui se font passer pour des défenseurs déterminés de la révolution d'Octobre. Ainsi en est-il des groupes trotskistes comme la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR) et Lutte Ouvrière (LO). L'un comme l'autre ont poussé dans leur presse de hauts cris contre l'actuelle campagne. Mais il ne faut pas nous la faire ! Cela n'a été que pour mieux apporter leur petite pierre à l'édifice. Chacun à leur manière, ils ont ainsi contribué à l'odieuse mensonge qui fait des régimes staliniens les enfants naturels de la révolution d'Octobre.

La LCR n'a ainsi pondu une série d'articles de prétendue "défense d'Octobre" que pour mieux faire passer une "explication" du stalinisme qui sert à la fois de justification à ce dernier et de réquisitoire contre la politique de Lénine, dont "le manque de préoccupations pluralistes et démocratiques" aurait au bout du compte été à la racine de tous les "égarements" ultérieurs. Ainsi Rouge du 11 décembre explique, par exemple, que "le régime stalinien s'est imposé en URSS à l'occasion d'une véritable contre-révolution, mais... qui n'était pas bourgeoise. Le stalinisme s'est affirmé comme la négation du projet communiste, mais sous la forme d'une antithèse... qui n'était pas capitaliste."

Les trotskistes sont en vérité les plus perfides défenseurs du plus grand mensonge du siècle identifiant le stalinisme au communisme. Ils ne le font pas trop ouvertement bien sûr (et ce serait difficile de la part de gens qui se sont approprié la marque déposée du nom de Trotski), et ils n'ont pas de mots assez durs contre la "bureaucratie" et la terreur stalinienne. Mais, sur le fond, ces gens-là n'ont jamais cessé de chercher à faire rentrer dans le crâne des prolétaires

qu'il y avait en URSS des "acquis ouvriers", sinon "socialistes", en tout cas "non capitalistes" à défendre, que l'économie étatisée du capitalisme d'Etat stalinien était une garantie socialiste et un modèle à suivre pour l'avenir et qu'il fallait voir, dans son régime de terreur et d'exploitation, un "Etat ouvrier, dégénéré certes, mais ouvrier quand même" !

Voilà pourquoi, lorsque Rouge "explique" la montée du stalinisme, il y voit essentiellement "un changement d'échelle, quantitativement et qualitativement, dans la répression et la restriction des libertés publiques" (Rouge du 11/12), il escamote la question essentielle, celle qui détermine la véritable rupture entre le parti bolchevik de 17 et le stalinisme, entre Lénine et Staline, celle qui conditionne tout le reste : l'abandon par Staline du programme bolchevik qui concevait la Russie insurgée comme le poste avancé de la révolution mondiale et qui n'avait qu'un objectif : l'extension de la révolution, sans la moindre illusion de pouvoir construire le socialisme dans la seule Russie. Avec la théorie du "socialisme dans un seul pays", Staline fait de la révolution russe une affaire nationale. C'est la marque par excellence de l'écrasement et de la défaite de la révolution, alors que l'Etat russe déclare au monde son abandon définitif du programme de la révolution prolétarienne mondiale et qu'il fait de la défense de la "patrie socialiste" l'objectif suprême, au nom duquel vont se déployer, non seulement la terreur et l'hypertrophie bureaucratique, mais un régime de surexploitation féroce de la classe ouvrière pour les besoins de l'industrie lourde, de l'économie d'armement, bref du capital et de l'impérialisme russe.

Mais le tour de passe-passe trotskiste sert aussi insidieusement à aller chercher chez Lénine et les bolcheviks eux-mêmes les racines du "changement d'échelle" mis en oeuvre par Staline. "Les bolcheviks et Lénine sous-estimèrent, dès le débat sur la Constituante, les questions relatives à la démocratie politique et au rapport conflictuel né de la légitimité des soviets et de celle du suffrage universel. [Mais] l'on ne saurait reprocher aux russes de n'avoir pas su penser le stalinisme avant d'en avoir vécu la réalité" (idem). Autrement dit, si les bolcheviks n'avaient pas dissout la Constituante, s'ils avaient respecté le "suffrage universel" bourgeois au lieu d'appliquer le mot d'ordre révolutionnaire de "tout le pouvoir aux soviets", le stalinisme aurait pu être évité !

Mais le pompon est encore pour ce qui suit : "Malgré toute l'attention portée par Lénine à cette question, ce parti (le parti bolchevik) n'a pas su s'enraciner significativement dans le monde rural, ce qui n'était probablement pas impossible, comme l'ont montré des expériences ultérieures (sino-vietnamiennes notamment)". Que Lénine n'a-t-il pas appliqué le programme de Mao et consorts ? Que n'a-t-il pas fondé son action sur le programme nationaliste bourgeois du maoïsme, ce pur produit de la contre-révolution triomphante qui n'a jamais rien eu à voir de près ou de loin avec la révolution prolétarienne et qui n'était dès le départ qu'une application à la Chine du modèle capitaliste d'Etat stalinien ? A entendre Rouge, il aurait fallu, d'une part, respecter la

légalité démocratique bourgeoise pour s'éviter le stalinisme et, d'autre part, appliquer dès le départ le programme national stalinien pour avoir une chance d'avoir un peu plus... de démocratie bourgeoise !

Au bout du compte, les trotskistes rejoignent totalement leurs amis sociaux-démocrates à la H. Weber (1) et tous les défenseurs de l'ordre existant, car leur "réexamen" de l'histoire aboutit à dire qu'il aurait mieux valu ne pas chercher à réaliser la révolution prolétarienne mondiale, on se serait évité les horreurs de la contre-révolution !

Lutte Ouvrière : défenseur du stalinisme

Tandis que la LCR brandit le flambeau de la démocratie bourgeoise, LO s'empare de celui de la défense du capitalisme d'Etat stalinien. Ainsi dans son meeting à Paris le 7 novembre, A. Laguiller, après un grand plaidoyer pour la défense d'Octobre, lâche le fond de sa pensée : le stalinisme aurait au bout du compte été le garant du maintien des "acquis de la révolution russe" ! On y apprend ainsi, que si la révolution russe a été "brisée" par le stalinisme, malgré tout, "la Russie et tous les pays qui lui avaient été associés dans le cadre de l'Union soviétique ont cependant continué à évoluer grâce à l'élan donné par la révolution d'Octobre pendant plusieurs décennies encore et, dans une certaine mesure, jusqu'à nos jours (sic!)". Car, une fois au pouvoir, la bureaucratie n'a pas supprimé l'étatisation de l'économie (...). Elle a même organisé la planification de l'économie... Non seulement on retrouve, avec encore plus de vigueur, le credo trotskiste sur la "contre-révolution stalinienne non capitaliste", mais à l'actif des bienfaits du stalinisme, LO n'hésite pas à faire valoir les succès du capitalisme d'Etat et de l'économie de guerre russes face à son rival américain au cours du siècle : "... si l'on compare sur plusieurs décennies

cette planification dévoyée et imparfaite avec les plus parfaites des économies de marché, y compris celle des Etats-Unis, eh bien, la comparaison n'est certainement pas en défaveur de ce qui a été mis en place par la révolution russe." Voilà donc où ces derniers défenseurs ouverts du stalinisme vont chercher la légitimité de la révolution russe : "Alors si la révolution d'Octobre n'avait apporté que cela, c'est-à-dire préserver le pays de la crise et accélérer le développement dans les proportions où cela a été accéléré, elle aurait déjà été justifiée du point de vue historique." !

La révolution "justifiée historiquement" par la contre-révolution qui l'a broyée, voilà ce que LO a à dire devant l'actuelle campagne. Et ce n'est pas étonnant. Le programme que ces gens-là défendent, au nom du communisme, n'est rien d'autre que celui du capitalisme d'Etat stalinien, ce programme qui effectivement assura, au prix d'une exploitation féroce des prolétaires, le développement de la machine de guerre russe pour les seuls intérêts du capital et de l'impérialisme de l'URSS.

Voilà comment les trotskistes apportent leur contribution à l'ignominieuse assimilation entre Lénine et Staline, en laissant croire que le second n'aurait fait que développer, à travers les mesures économiques et la "planification" économique, le programme du premier. Ce faisant, c'est la perspective révolutionnaire du prolétariat et le projet communiste lui-même, que, en bons derniers staliniens qu'ils sont, les trotskistes contribuent, encore et toujours à dénaturer.

PE

(1) Ancien dirigeant de la LCR, aujourd'hui sénateur du Parti Socialiste, qui a produit dans Le Monde un article allant chercher chez Kautsky la condamnation de "l'aventurisme bolchevik" (voir RI n°274).

Lutte Ouvrière vole au secours de la mémoire de Marchais

A l'occasion de la mort de Marchais, Lutte Ouvrière déplorait dans son édition du 21 novembre dernier : "Finalement, au-delà de sa politique, ce que tous les bourgeois et petits-bourgeois, la presse, les prétendus historiens et les vrais anti-communistes n'aiment pas chez Marchais, ce dont ils s'amusent, ce qui les fait rire quand cela ne les met pas mal à l'aise, c'est ce qui rattachait Marchais au mouvement ouvrier et au mouvement communiste. Pour ses imitateurs, Marchais restait cet homme d'un milieu modeste et qui s'en revendiquait. Bref, il restait cet ouvrier métallurgiste, ne possédant que le certificat d'études et devenu chef du PCF. Et dans toutes ces phrases, indépendamment même de la politique qu'a incarnée Marchais, c'est bien le mépris de classe des bourgeois à l'égard du monde ouvrier qui transpire."

Que Marchais ait été un éminent représentant du stalinisme le plus crapuleux, que la politique qu'il défendait en faisait l'un des ennemis de la classe ouvrière les plus résolu et des plus acharnés au sein de la bourgeoisie, peu importe finalement, puisqu'il restait,

"indépendamment même de la politique", au fond de lui "cet ancien ouvrier métallurgiste". A ce compte-là, pour LO, il reste très certainement chez Marx un fond d'intellectuel petit-bourgeois. Quant à la classe ouvrière, elle aurait l'ingrate indifférence d'ignorer la chance d'avoir eu si souvent des ministres de tous bords, issus d'un milieu modeste, du PS au RPR. Dans la logique absurde de ce raisonnement, même un Hitler resterait lié au prolétariat...

En proférant de telles inepties, LO vise pourtant des objectifs précis. En mettant en avant l'image "ouvrière" de Marchais, elle réitère tout d'abord son soutien sans faille au stalinisme et participe à l'amalgame entre stalinisme et communisme.

En même temps, si cette organisation, qui cherche à mystifier les prolétaires avec un programme tout aussi bourgeois et contre-révolutionnaire que le PC, vole au secours de la mémoire de Marchais, c'est pour défendre ses propres intérêts. Lutte Ouvrière n'est pas plus ouvrière que le PCF n'est communiste.

CB

FACE AUX ATTAQUES DES PARASITES SUR LES "CRIMES DU CCI"

Les éléments prolétariens se mobilisent pour défendre l'organisation révolutionnaire

La dernière réunion publique du CCI qui s'est déroulée à Paris le 29 novembre sur le thème "Face aux calomnies colportées par le milieu parasitaire contre le CCI : défense du fonctionnement et des principes de l'organisation révolutionnaire", fut un événement marquant pour notre organisation. Jamais, depuis la fondation du CCI en 1975, nous n'avions vu une telle affluence à une réunion publique. Etaient présents de nombreux sympathisants du CCI qui, suite à la lecture du manifeste de Raoul Victor dénonçant notre organisation comme une "secte paranoïaque" (voir notre brochure *La prétendue paranoïa du CCI*), sont venus apporter leur solidarité au CCI.

Malheureusement, cette réunion publique est venue une fois encore vérifier la lâcheté du milieu parasitaire qui préfère colporter ses calomnies dans le dos du CCI plutôt que d'assumer un débat au grand jour. Seuls deux éléments de ce petit milieu ont osé venir affronter le débat public : M, amie de l'individu JJ et soeur de RV, et un représentant d'un groupe parasitaire britannique, le LPA (London Psychogeographical Association). Ni les autres amis de JJ, ni Perspective

La confrontation politique avec le milieu parasitaire

L'exposé introductif a clairement mis en lumière la fonction du parasitisme et l'importance des enjeux de ce débat : au milieu de la crapuleuse propagande bourgeoise sur les "crimes du communisme", tous ceux qui, par leurs calomnies, entonnent le même credo "anti-léniniste" en assimilant les organisations révolutionnaires au stalinisme, sont aujourd'hui les complices de la classe dominante.

Ainsi, dans ce débat sur la question de la défense des principes organisationnels du prolétariat, s'est dégagée une claire démarcation entre ceux qui se sont rangés résolument du côté des organisations se réclamant des apports du parti bolchevik et la petite bourgeoisie individualiste et parasitaire, venue semer le trouble, déverser ses griefs personnels contre le CCI ou défendre son petit "clan familial".

Le débat fut ouvert par un tir croisé des porte-drapeau du parasitisme. Ainsi, M est venue spécialement lire une longue déclaration, déversant les calomnies qu'elle a l'habitude de colporter dans le réseau parasitaire européen dont elle est devenue la plaque tournante depuis sa démission du CCI en 1991. Mais le long réquisitoire de M contre le CCI ne résidait pas seulement dans ses éternelles litanies sur la dégénérescence "stalinienne" de notre organisation. Sa "déclaration" publique était avant tout un plaidoyer en défense des "nouvelles victimes du CCI" : son "grand" frère Raoul Victor et son ami JJ, adepte de l'idéologie de la franc-maçonnerie (1). Ainsi, chacun a pu entendre M se référer à son tour aux définitions du dictionnaire pour se faire, comme RV, le perroquet de la thèse de l'occultiste JJ sur le prétendu "délire paranoïaque" du CCI : "Je pense que votre brochure est une nouvelle démonstration de votre paranoïa, telle que la définit le dictionnaire (outil précieux dont vous avez tort de vous moquer)."

Néanmoins, plusieurs interventions ont salué le courage de M qui tranche avec le comportement de tous ceux qui se sont défilés en la laissant assumer

Internationaliste (ex-FECCI), ni Henri Simon (animateur de l'officine parasitaire "Echanges et Mouvement"), n'ont pointé le bout de leur nez malgré nos lettres d'invitation.

Etaient également présents à cette réunion publique quelques éléments, fortement imprégnés par l'individualisme et qui, tout en ne soutenant pas ouvertement la "thèse" développée par le manifeste de Raoul Victor, sont venus apporter une "caution critique" aux sirènes du parasitisme.

seule la confrontation politique publique avec le CCI. En particulier, l'auteur du manifeste parasitaire que nous avons publié dans notre brochure "La prétendue paranoïa du CCI" s'est particulièrement fait remarquer par son absence. Pour justifier son attitude de lâcheté politique consistant à refuser d'assumer le débat public, RV s'est contenté de nous adresser une courte lettre (que nous avons lue à cette réunion publique) truffée d'insultes et de jérémiades : "Quant à l'invitation à votre réunion publique, je n'ai aucune envie, ni ne vois l'intérêt pour d'éventuels assistants 'extérieurs', de me prêter, encore une fois, au jeu sinistre et délirant d'un débat où il me revient le rôle de tenter de convaincre que je n'ai pas été déce- rébré par des techniques franc-maçon- nes (...) Pour les personnes 'extérieures' à la vie interne du CCI et qui n'ont donc pas les moyens de savoir les mensonges et vérités sur les faits invoqués, je ne puis que recommander de lire et relire les deux textes de la brochure du CCI, en les confrontant systématiquement. Cela ne les fera peut-être pas avancer sur les détails, mais cela leur fournira la mesure de la capacité de déformation ignominieuse et stupide dont le CCI est devenu capable."

RV, par crainte d'être désavoué par des "personnes extérieures" au CCI, a préféré se terrer comme un lapin dans son terrier. Cette attitude est d'autant moins reluisante que RV n'a pas eu peur de se présenter dans son texte comme un ex-militant appartenant à la "vieille garde" du CCI.

Si RV n'est pas venu défendre son texte publiquement, c'est surtout parce qu'il n'avait nullement envie d'entendre les "personnes extérieures" affirmer, comme ce fut le cas dans cette réunion publique :

- "Je salue le travail qu'a fait le CCI. Même dans la période difficile qu'il a connue, il a continué à porter le flambeau. Je suis un ex-militant et je connais le CCI de l'intérieur : personne ne peut dire que le CCI est stalinien et ne

laisse pas s'exprimer les divergences (il y a des bulletins internes, des débats, etc.). Quand on a connu RV et qu'on a lu son texte, ce n'est plus RV. C'est évident qu'il est manipulé. JJ joue un rôle destructeur." (R) ;

- "Je salue le travail du CCI qui a été capable de maintenir son activité et son intervention dans la classe ouvrière alors qu'il était en train, en même temps, de réparer le navire. Je veux insister sur le danger de l'ésotérisme. Ça sert à bazararder le marxisme et il en est de même du texte de RV. J'apporte une totale solidarité au CCI et au combat qu'il mène." (B.) ;

- "Dès la 3e ligne du texte de RV, j'ai eu un sentiment négatif quand il revendique ses trente ans de militantisme. Cette phrase n'est pas venue par hasard. Elle vise à donner une légitimité au texte qui permet de penser que, si RV quitte le CCI, c'est qu'il a de bonnes raisons. Mais est-ce qu'après trente ans, on est à l'abri de toute atteinte par l'idéologie bourgeoise ? Est-ce que, comme un fonctionnaire, on devient révolutionnaire 'titulaire' au bout d'un certain temps ? Comment se fait-il qu'après 30 ans, alors qu'il pense que l'organisation dégénère, il quitte et il va écrire un texte ailleurs ? On a ja-

Dans le combat contre la bourgeoisie et le parasitisme, il faut savoir choisir son camp !

Au cours de cette réunion publique, quelques éléments (qui, à différentes périodes, ont été membres du CCI), ont révélé leur incapacité à choisir clairement leur camp. Ainsi, les interventions de ces ex-militants étaient animées par une démarche typique de l'opportunisme, consistant à renvoyer dos à dos le CCI et le milieu parasitaire dont M s'est faite le porte-parole. Cette attitude s'est particulièrement illustrée par l'intervention purement sentimentale d'une ex-militante et "amie" de JJ, L qui, tout en réaffirmant son soutien purement formel au CCI, a néanmoins critiqué avec beaucoup de passion et de virulence notre réponse au texte de RV. L'argument central mis en avant par L était le suivant : "Le CCI répond au meurtre par un autre meurtre." En particulier, L s'est scandalisée que le CCI se soit "abaissé" à déballer sur la place publique la "vie privée" de ses amis du clan JJ. Le CCI lui répondit que, contrairement à RV, il n'avait rien à cacher des dysfonctionnements qui ont miné le tissu organisationnel. Il lui fut rappelé que dans la brochure "Les prétendues

La politique "stalinienne" du CCI dans le débat

Tous ceux qui ont participé à cette réunion publique ont pu se rendre compte par eux-mêmes que les accusations portées par le texte de RV (et par l'ensemble du milieu parasitaire) sont de pures calomnies. Ainsi, suivant nos prétendues "méthodes stalinienne" consistant à "étouffer les débats", à "faire taire" les positions "minoritaires", c'est de façon délibérée que le CCI est très peu intervenu dans cette réunion publique afin de laisser au maximum le débat se développer entre les

mais vu ça dans l'histoire du mouvement ouvrier !" (H).

Une autre intervention, celle de RC (élément centriste, se situant entre le milieu parasitaire et le milieu révolutionnaire), bien qu'ayant cherché à esquiver la question en débat, a néanmoins affirmé : "JJ, ce n'est pas Malinowski parce que le CCI n'est pas le parti bolchevik ! En fait, il est arrivé au CCI ce qui est arrivé à Trotsky avec Molinier." Nous prenons acte de sa prise de position sur la nature des comportements de JJ : il est clair que RC considère JJ comme un aventurier qui a utilisé les mêmes méthodes que Molinier (voir la deuxième partie de notre brochure "La prétendue paranoïa du CCI").

L'intervention du membre du LPA, consistait, quant à elle, à porter une attaque contre l'un de nos militants qui avait diffusé, il y a quelques années, à titre personnel, un texte que, suite au débat récent dans le CCI, il rejette aujourd'hui. Notre réponse dénonçant la façon dont cet individu avait tenté, sans succès, d'exercer un chantage sur notre camarade, a mis rapidement un terme à cette petite manœuvre parasitaire puisque l'individu en question a immédiatement quitté la salle.

scissions dans l'Internationale" et le rapport de la commission d'enquête du Congrès de La Haye, Marx et Engels s'étaient, eux aussi, "abaissés" à dévoiler publiquement le réseau de relations affinitaires personnelles tissé par Bakounine pour les besoins de la politique secrète de son alliance contre le conseil général de l'AIT. L'objectif du CCI dans cette réponse à RV se devait d'abord et avant tout de démonter les mécanismes qui, à travers un tissu de calomnies et de mensonges, ont conduit RV à se faire le porte-parole de l'élément trouble JJ.

En volant encore une fois au secours de ses "amis", L ne faisait rien de moins que désarmer le CCI face à une déclaration de guerre particulièrement dangereuse pour la réputation de notre organisation. L'attitude de L a révélé que son souci est davantage la défense sentimentale de ses amitiés personnelles que la défense politique des principes de fonctionnement du CCI. Il est clair que, malgré ses grandes déclarations de "soutien" au CCI, L n'a, en réalité, pas encore choisi son camp.

différents intervenants. Jamais, depuis la fondation de notre organisation, nous n'avions assisté à une réunion publique aussi animée où autant de mains se sont levées pour intervenir, prendre position, répondre aux attaques parasitaires contre le CCI... A tel point que de nombreux participants, faute de temps, n'ont pu intervenir une seconde fois.

Le seul participant qui a eu le privilège de bénéficier d'un deuxième tour de parole fut le porte-parole du parasitisme, M. Ce qui révèle, de toute évi-

dence, à quel point le CCI "étouffe les débats" en ne laissant pas s'exprimer les "positions minoritaires" (si l'on en croit le texte de Raoul Victor) !

Pour pouvoir laisser s'exprimer le maximum de participants, le CCI a même fait le choix de ne pas gaspiller un temps précieux à répondre à certaines attaques pernicieuses véhiculées dans cette réunion publique. Ces attaques n'émanaient pas seulement de M, mais également de certains ex-militants, qui ont préféré désertir les rangs du CCI pour sauver leur âme sous prétexte que, dans notre difficile combat contre des comportements politiques étrangers au militantisme révolutionnaire, les fleurets n'étaient pas assez mouchetés (2) !

Cette politique, consistant à laisser la discussion se dérouler librement, fut toujours celle du CCI. C'est cette politique du débat le plus large possible qui a été encore utilisée durant nos trois années de combat pour la défense de nos principes organisationnels.

Cette réunion publique fera date dans l'histoire de notre organisation. Pour la première fois de son existence, le CCI a ouvert sa vie interne au public, laissant la polémique se développer notamment entre les nombreux ex-militants qui ont pu confronter dans ce débat leurs expériences au sein du CCI et apporter ainsi un témoignage vivant de la vie interne REELLE de notre organisation.

Ce débat a pu non seulement apporter un démenti cinglant à toutes les calomnies colportées par le milieu parasitaire mais, surtout, il a permis aux éléments "extérieurs" de mieux comprendre à travers quels heurts, quelles difficultés se mène le combat pour la défense et la construction de l'organisation révolutionnaire.

La tenue de cette réunion publique (qui contraste avec les méthodes utilisées par Perspective Internationaliste consistant à interdire l'entrée de ses débats "publics" au CCI !) fut une leçon de choses pour tous ceux qui colportent des insanités sur nos moeurs "stalinien- nes". C'est dans sa pratique politique publique que notre organisation a fait la preuve de la vérité face aux mensonges de RV et autres ragots véhiculés par le milieu parasitaire.

Le CCI tient particulièrement à saluer la détermination avec laquelle ses sympathisants, ex-militants et contacts proches, sont intervenus, aux côtés de notre organisation, pour défendre les principes de classe du prolétariat et l'héritage de la Gauche communiste, face aux campagnes répugnantes de la bourgeoisie alimentées par les calomnies du milieu parasitaire. Nous saluons également tous les lecteurs qui, n'ayant pas été présents à cette réunion publique, nous ont adressé des lettres de soutien.

Par leur capacité à se mobiliser pour défendre le CCI face aux attaques dont il est la cible, ces "compagnons de route" ont manifesté ainsi leur totale confiance en cette organisation que le prolétariat a fait surgir après un demi-siècle de contre-révolution.

RI

(1) Il vaut la peine de signaler que M a néanmoins apporté son petit témoignage concernant l'individu JJ dont elle est pourtant venue prendre la défense : "Même si vous êtes avec lui (JJ) d'une ignominie inacceptable, quel- que part il doit vous être reconnaissant parce

que, au moins, vous lui donnez l'importance qu'à ses propres yeux il mérite. Comme vous le savez (...), je n'aimais pas ce militant (...) parce qu'il donnait plus d'importance à sa propre individualité qu'au but révolutionnaire (...) il a été un de vos principaux piliers,

sachant toujours défendre LA position des organes centraux, même s'il devait pour cela contredire ce qu'il avait dit deux jours avant (...) Il vous a même rendu le grand service de faire partir du CCI, vu que c'est lui qui a fait tout ce qu'il fallait pour faire voter mon

exclusion temporaire de l'organisation (suspension de trois semaines) ce qui m'a convaincu du fait que je n'avais plus qu'à partir (...)

(2) Ce fut en particulier le cas d'un ex-militant qui, n'ayant pas accepté la critique de certains

comportements antiorganisationnels qu'il avait développés, a justifié, lui aussi, sa désertion en affirmant qu'elle était due à la prétendue "atmosphère policière" de nos débats internes.

En défense de la révolution d'Octobre

Le mois dernier la Communist Workers Organisation (1) et le Courant Communiste International ont organisé une réunion publique commune à Londres pour célébrer le 80e anniversaire de la révolution russe. Les deux organisations étaient conscientes de la nécessité de faire front commun pour réfuter le plus vigoureusement possible les attaques que la bourgeoisie porte aujourd'hui contre cet événement d'une importance vitale dans l'histoire du mouvement ouvrier.

Les organisations de la Gauche communiste sont les seules à pouvoir faire un contrepoids. C'est l'unique courant qui a su, pendant les 70 dernières années, d'une part, défendre la révolution d'Octobre, et, d'autre part, comprendre et exprimer les véritables causes de sa dégénérescence en vue de préparer la révolution du futur.

Cette réunion commune des groupes les plus représentatifs de la Gauche communiste en Grande-Bretagne a attiré un plus grand nombre de participants que ne l'auraient fait des réunions de chacune de ces organisations. C'est la première raison pour adopter une politique commune : un plus grand écho aux positions de la Gauche communiste.

Mais la raison la plus importante pour une telle réunion commune, c'est qu'elle a permis de délimiter avec une grande clarté la position de classe sur Octobre et le parti bolchevik.

Face aux critiques contre Octobre 17...

La réunion a débuté par une présentation, préparée en commun, qui défendait les acquis prolétariens de 1917 contre les détracteurs "officiels" de la bourgeoisie et contre les calomnies de ses détracteurs "officieux", tels que les anarchistes ou ses faux amis de gauche - stalinien, trotskiste, maoïste. Ces aspects ont été développés dans un article de *Revolutionary Perspectives* n°8 (2).

Après la présentation, une claire distinction s'est opérée entre ceux qui soutiennent la politique et la démarche de la Gauche communiste et ceux qui la mettent en question, même si personne n'a, pendant la réunion, ouvertement défendu les campagnes de la bourgeoisie. Ceux qui la mettaient en question étaient des sympathisants des publications *Radical Chains* et *Aufheben*, bien qu'ils aient parlé en leur propre nom. Tout en proclamant qu'ils "étaient d'accord avec la démarche de la Gauche communiste sur la révolution", ces éléments ont défendu l'idée que les bolcheviks étaient venus au pouvoir aux dépens de la classe ouvrière et qu'après la révolution, ils n'avaient pas réussi à mettre en oeuvre une politique socialiste (*Radical Chains* affirmant que le programme des bolcheviks était déjà capitaliste avant Octobre), en supprimant les soviets (conseils ouvriers).

De telles critiques soutiennent en fin de compte la vision bourgeoise selon laquelle la révolution d'Octobre était un coup d'Etat mené par une clique avide de pouvoir dirigée par Lénine, et le régime qui s'ensuivit une dictature. Les intervenants ne proposaient pas d'alternative au rôle du parti bolchevik parmi les forces politiques de la classe ouvrière à l'époque, mais leur démarche les amenait inévitablement à sympathiser avec les menche-

viks qui ont rejoint en 1917 les forces de la bourgeoisie pour saboter la révolution. Comme l'a souligné un camarade, la logique de ces intervenants, c'était de dire qu'Octobre n'aurait jamais dû avoir lieu !

Leur critique était faite, soi-disant, d'un point de vue indépendant. Ils disaient avoir la préoccupation de développer une nouvelle politique révolutionnaire qui "échappe au 20e siècle", comme dans le tract qu'ils ont diffusé à la réunion et qui avait pour titre "Au-delà de Cronstadt" (3). Tout au contraire, les camarades de la Gauche communiste ont souligné que les erreurs des bolcheviks ne pouvaient être comprises qu'à partir de la tradition révolutionnaire que les bolcheviks représentaient. Dans une société de lutte de classe, il n'y a pas de terrain neutre, ni à l'université ni ailleurs, à partir duquel on pourrait faire des critiques "indépendantes" : soit on est pour, soit on est contre l'histoire de la classe ouvrière et de son héritage politique. Une position "neutre" s'aligne souvent sur l'ennemi.

La Gauche communiste a défendu qu'il existait une unité profonde entre les bolcheviks et l'ensemble de la classe ouvrière, et non le soi-disant antagonisme défendu par les intervenants. En avril 1917, les bolcheviks ont su changer leur programme et exprimer le mouvement de la classe ouvrière : la guerre mondiale avait mis la révolution socialiste internationale à l'ordre du jour de l'histoire, et seuls les soviets pouvaient en être l'instrument. Les bolcheviks étaient l'avant-garde politique de la classe ouvrière qui non seulement influence de façon décisive le prolétariat mais qui est elle-même, à son tour, influencée par lui.

Le renversement de la bourgeoisie en octobre a été pris en charge par le Comité Militaire Révolutionnaire émanant des soviets ; ce n'était pas l'oeuvre privée du parti de classe. De même, les bolcheviks, et parmi eux Lénine avant tout, ont pris conscience que le socialisme ne pourrait être mis en oeuvre que par les ouvriers eux-mêmes, par leur propre créativité de classe.

Les raisons fondamentales de la dégénérescence de la révolution russe ne résident pas dans le mythe d'un parti bolchevik avide de pouvoir sur les ouvriers, mais dans l'isolement international de celle-ci. Les bolcheviks considéraient Octobre comme un tremplin pour la révolution mondiale ; ainsi ont-ils été les inspirateurs de la fondation de l'Internationale Communiste en 1919. Le socialisme en un seul pays, contrairement à ce qu'a proclamé la contre-révolution stalinienne, était impossible. L'échec de la révolution à s'étendre rapidement à d'autres pays européens, en particulier à l'Allemagne, couplé à la contre-révolution lancée par les puissances impérialistes contre le territoire russe, a rendu très difficile à la dictature du

prolétariat simplement de tenir bon. Il ne pouvait y avoir aucune possibilité de commencer à créer de nouveaux rapports sociaux quand les anciens étaient maintenus par le capitalisme mondial.

... la Gauche communiste défend le parti bolchevik.

La Gauche communiste a été le seul courant de l'Internationale Communiste à résister à la dégénérescence de la révolution russe, ce qui lui a permis de développer par la suite une conception claire des leçons pour l'avenir. Certaines de ces leçons ont été évoquées dans la présentation et traitées dans la discussion, comme la nécessité pour le parti révolutionnaire d'être centralisé au niveau international, et de ne pas administrer le pouvoir prolétarien qui surgit après la destruction de l'Etat bourgeois.

Nos intervenants cependant, tout en brandissant le drapeau de la modernité, ont été incapables de se distinguer clairement des tendances politiques qui se sont avérées réactionnaires il y a 80 ans.

La validité du "modèle bolchevik" pour le nouveau millénaire a été aussi mis en doute par un autre participant à la réunion. La Gauche communiste a répondu : sur certaines questions

fondamentales, les révolutionnaires se doivent de défendre le "modèle bolchevik" pour le prochain siècle. En 1914, les bolcheviks ont appelé à la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Les révolutionnaires d'aujourd'hui doivent avoir la même démarche envers la barbarie impérialiste actuelle. Seule la révolution prolétarienne peut apporter la paix dans le monde moderne, comme elle le pouvait - et l'a fait - en 1917. Les bolcheviks ont rejeté les arguments des socialistes parlementaires qui demandaient aux ouvriers de se soumettre à la démocratie bourgeoise et à la guerre. Au contraire, ils ont revendiqué tout le pouvoir aux soviets. Dans les batailles révolutionnaires à venir, les communistes reprendront ce cri de guerre contre le leurre du parlementarisme (4).

Le parti étroitement centralisé défendu par les bolcheviks a guidé le prolétariat à travers les obstacles qui parsèment son chemin vers le pouvoir politique. Aujourd'hui, ce "modèle" est toujours valable pour l'organisation révolutionnaire.

La réunion publique a mis en évidence la réelle harmonie de point de vue qui existe dans la Gauche communiste sur les questions fondamentales de la prise du pouvoir en 1917.

Non seulement la présentation en commun et la conclusion l'ont montré, mais aussi la similitude des arguments et de la méthode de réponse utilisés par les militants du CCI et de la CWO dans le débat. De même, les sympathisants des deux organisations ont pris la parole pour soutenir les positions de la Gauche communiste.

En ce sens, cette réunion commune ne correspondait pas seulement à un besoin réel d'une intervention unie des communistes, mais aussi à l'existence d'une unité profonde au sein de la Gauche communiste sur les frontières de la classe qui la sépare des détracteurs de l'expérience prolétarienne d'Octobre 1917.

Communist Workers Organisation
Courant Communiste International
(29 novembre)

(1) CWO, PO Box 338, Sheffield S3 9YX, UK.

(2) Journal trimestriel de la CWO.

(3) *Beyond Kronstadt*.

(4) Il est ironique que cet intervenant qui se préoccupait de modernité, s'avère être membre du Socialist Party of Great Britain, organisation qui envisage une transition pacifique au socialisme au moyen du parlement bourgeois, une institution déjà obsolète il y a 80 ans ayant été dépassée par les conseils ouvriers !

L'accélération dramatique d'une crise qui dure depuis 30 ans

(SUITE DE LA PAGE 8)

En effet, le redémarrage de leur activité économique, ils le doivent essentiellement au renforcement de leur position sur le marché mondial au détriment de leurs concurrents à qui ils prennent des parts de marché. Cette période marque une accélération de la guerre commerciale, à travers la recherche de l'amélioration à tout crin de la compétitivité, moyennant un aggraving féroce de l'exploitation de la force de travail, et par l'élévation de barrières douanières en tous genres.

C'est en fait surtout dans les pays anglo-saxons que la reprise sera tangible, sans amélioration réelle de la situation de l'emploi mais avec une nouvelle expansion du travail précaire. Le Japon, par exemple, malgré une injection massive de crédit ne parviendra pas réellement à renouer avec la croissance.

Si certains pays de l'Est, comme la Pologne, parviennent à sauver les meubles, le cas de la Russie, avec une chute de près de 30% de la production sur deux ans (1993-94) et plus de 2000% de hausse des prix sur cette même période, montre la dynamique réelle de ces pays, dans la direction indiquée par le tiers monde. Pendant ce temps là, la bourgeoisie, s'appuyant sur les exemples américain et anglais, et s'émerveillant devant l'envolée des "dragons" et des "tigres" et les perspectives de décollage de la Chine, continuait, malgré les déconvenues évidentes à l'Est, à vanter les vertus de son système. On voit aujourd'hui sur quelle mystification s'appuyait une telle propagande.

La reprise actuelle qui, dans la réalité, n'en est pas davantage une que celle des années 80, voit s'accumuler des manifestations de la faillite de l'économie mondiale : banqueroutes d'institutions financières de renommée mondiale (par exemple Barings en Grande-Bretagne) ; le naufrage de l'économie mexicaine début 1995 (qui avait alors nécessité la plus grande opération de sauvetage de l'histoire, avec un prêt à ce pays de 50 milliards de dollars) ; le naufrage de l'économie de la Corée du Sud qui nécessite des mesures d'urgence plus importantes encore que pour le Mexique ; dernièrement des difficultés du même ordre pour la Russie ; des menaces de plus en plus lourdes qui pèsent sur le Japon.

Les signes infaillibles d'un système en déclin

Bien plus encore que le ralentissement de la croissance depuis la Seconde Guerre mondiale (5 % en 1950-70 ; 3,6 % en 1970-80 ; 2,9 % en 1980-93), c'est la nature même de celle-ci, c'est-à-dire ce qu'elle recouvre en réalité, et les moyens employés pour la stimuler qui constituent le signe d'un affaiblissement considérable du mode de production capitaliste. En effet, l'équivalent de la production effectuée grâce à cette partie des prêts qui ne pourront jamais être remboursés ne constitue en fait ni plus ni moins que de la production donnée. Elle n'est donc pas production de valeur, c'est-à-dire la seule chose qui intéresse le capitalisme et lui permette une réelle accu-

mulation. Elle n'est, en conséquence, pas facteur d'enrichissement mais bien d'appauvrissement de celui-ci.

De même, les dépenses improductives, comme en particulier les dépenses d'armement, constituent une stérilisation de capital. Bien que prises en compte dans le calcul des PIB (produit intérieur brut) des différents pays, elles ne participent pas d'accroître la valeur réellement produite.

En fait, une autre évaluation de la croissance réelle du capitalisme, prenant en compte les deux facteurs que nous venons d'évoquer, conduirait à des taux négatifs pour ces quinze dernières années. En d'autres termes, le capitalisme s'appauvrit alors que, dans le même temps, il doit faire face à une montagne croissante de dettes à rembourser. Une telle fragilisation ne peut conduire qu'à des effondrements brutaux.

Une autre expression des contradictions insurmontables de ce système est constituée par le paradoxe suivant : vivant de l'exploitation du travail vivant, il est dans le même temps contraint d'exclure de la production des fractions croissantes du prolétariat. Alors qu'au siècle précédent, il étendait sa domination en intégrant à son mode de production et en exploitant un nombre croissant de prolétaires, à notre époque la croissance ininterrompue du chômage depuis trente ans signe la faillite irrémédiable de ce mode de production.

Bn

(1) Voir notre brochure *La Décadence du capitalisme*.

Lisez la Revue Internationale

Vient de paraître :

Courant Communiste International

Revue Internationale/ 92

1er trimestre 1998 15ff / 100 fb

CRISE ÉCONOMIQUE

De la crise des pays "émergents" asiatiques au nouvel effondrement de l'économie mondiale

Perspective Internationaliste décroche un nouvel oscar du bêtisier politique

Rapport sur la crise économique du 12e Congrès du CCI

LES FALSIFICATIONS DE LA RÉVOLUTION DE 1917

Le mensonge communisme = stalinisme = nazisme

Conférences de Moscou

Les débuts d'un débat prolétarien en Russie

Contribution de Russie

La classe non identifiée : la bureaucratie soviétique vue par Léon Trotsky.

LE 6e CONGRÈS DU PARTITO COMUNISTA INTERNAZIONALISTA

Un pas en avant pour la Gauche communiste

APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 1985 pour le soutien à notre presse et à notre intervention.

BROCHURES DU CCI

La décadence du capitalisme

(15 F + frais d'envoi : France 8 F / Etranger 18 F).

Les syndicats contre la classe ouvrière

(15 F + 8 F/18 F)

Nation ou classe

(15 F + 8 F/18 F)

Le trotskysme contre la classe ouvrière

(30 F + 8 F/18 F)

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.

(15 F + 8 F/18 F)

Organisation communiste et conscience de classe

(15 F + 8 F/18 F)

L'Etat dans la période de transition

(20 F + 8 F/18 F)

Bilan de la lutte des infirmières (octobre 88)

(10 F + 8 F/18 F)

Guerre du Golfe

(15 F + 8 F/18 F)

La Gauche communiste d'Italie

(80 F + 21 F/33 F)

La Gauche hollandaise

(120 F + 21 F/33 F)

L'effondrement du stalinisme

(20 F + 8 F/18 F)

La Révolution russe

(nouvelle édition) (15 F + 8 F/18 F)

Luttes dans la fonction publique de décembre 95

Une victoire pour les syndicats, une défaite pour la classe ouvrière

(20 F + 8 F/18 F)

La prétendue "paranoïa" du CCI (I)

(25 F + 8 F/18 F)

La prétendue "paranoïa" du CCI (II)

(40 F + 8 F/18 F)

DISTRIBUÉ PAR LES N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin - 9, cité Beauharnais 75011

Directeur de la publication : D. Van Celst
Numéro de Commission paritaire : 54267

REUNIONS PUBLIQUES ET PERMANENCES

La section du CCI en France organise régulièrement des réunions publiques et des permanences dans plusieurs villes. Dans une période où les forces révolutionnaires sont éparpillées, où la discussion, la réflexion politique font cruellement défaut dans les rangs du prolétariat, ces réunions correspondent au besoin de concentrer et ramasser toutes les préoccupations qui se font jour dans la classe ouvrière. Elles se veulent être un lieu ouvert d'échange de points de vue, d'orientation et

d'élaboration de la réflexion politique et théorique, ainsi qu'un lieu de réappropriation de l'histoire de notre classe. Alors que dans les réunions publiques, les discussions s'organisent autour d'un thème précis introduit par un bref exposé de notre organisation, dans les permanences, le débat se développe à partir des questions et préoccupations des participants (actualité, histoire du mouvement ouvrier, approfondissement des positions politiques...).

PERMANENCES, VENTES DE LA PRESSE

GRENOBLE

Permanence le samedi 10 janvier à 15 h, Brasserie "Le Savoie", avenue Felix Violet (face à la gare).
Vente de la presse le samedi 10 janvier de 10h30 à 11h30 à l'angle des rues de Bonne et Blanchard.

LILLE

Permanence le samedi 10 janvier à 14 h 30 à la MNE, 23, rue Gosselet.
Vente de la presse le dimanche 11 janvier de 11h à 12h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins à l'angle de la rue Racine ou rue du Marché à l'angle de la rue des Sarrazins.

LYON

Permanence le samedi 24 janvier de 18h à 21h au C.C.O., 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).
Vente de la presse au métro Saxe-Gambetta, le 3^e vendredi de chaque mois de 17 h 15 à 18 h 15.

MARSEILLE

Permanence le vendredi 13 février, à partir de 18 h 30, au buffet Cafeteria de la gare St Charles.
Vente de la presse les samedis 10 janvier et 14 février de 11h30 à 12h30, allée centrale du marché de la Plaine, face à la rue Rey et à la rue St Michel (13006).

NANTES

Permanence le samedi 10 janvier de 17 à 20 h et 21 février de 18h à 20h à la salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

PARIS

Permanence les samedis 3 janvier et 31 janvier de 18h à 20h, au 27, avenue de Choisy, M^o Porte-de-Choisy.
Vente de la presse au marché de St-Denis (M^o St-Denis-Basilique), le 2^e dimanche du mois, à partir de 11 h 30.

ROUEN

Vente de la presse le dimanche 11 janvier de 11 h à 12 h, au marché le Clos St Marc (La Brocante).

TOULOUSE

Permanence les vendredis 9 janvier, 23 janvier et 6 février, à 18 h 30. Rendez-vous brasserie « Saint-Exupéry », avenue Saint-Exupéry (près du pont des Demoiselles).
Vente de la presse les dimanches 11 et 25 janvier de 10h30 à 12h, au marché aux Pucés (place St-Sernin) et le dimanche 18 janvier de 11h à 12h30 au marché aux légumes (Jeanne-d'Arc.)

TOURS

Permanence le samedi 17 janvier, de 18 h à 20 h et le samedi 14 février de 17h à 20h, 9, place de la Tranchée (en haut de l'avenue de la Tranchée).
Vente de la presse tous les deuxièmes samedis du mois de 10h30 à 11h30, au marché de St-Pierre-Des-Corps, place de la Mairie.

RÉUNIONS PUBLIQUES :

Le stalinisme est le fossoyeur du communisme

LYON

le samedi 24 janvier à 15h
C.C.O. 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).

MARSEILLE

le samedi 10 janvier à 20h30.
Rendez-vous à partir de 20h15 à la sortie du M^o Chartreux.

NANTES

le samedi 21 février à 15 h
Salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

PARIS

le samedi 17 janvier à 17 h
27, avenue de Choisy, M^o Porte de Choisy.

TOURS

le samedi 17 janvier à 15 h
9, place de la Tranchée (en haut de l'av. de la Tranchée).

Souscriptions

Hors réunions du CCI : D. (Rouen) : 300 ; PYC (Paris) : 100 ; PM (Chatillon) : 125 ; LK (Besançon) : 75 ; TK (Montpellier) : 500 ; ET (Paris) : 100.

Paris : Réunion publique du 29 novembre : S : 50 ; CL : 200 ; B : 200 ; P : 200 ; M : 200 ; Pierre : 20 ; Pat : 100 ; X : 50 ; ES : 100 ; D : 50 ; M : 50 ; J : 60 ; HU : 50 ; MP : 20 ; RM : 20 ; MEI : 20 ; H : 50 ; Y : 50 ; A : 50 ; Aboulafia : 100 ; YK : 20 ; Jacques : 300 ; JPC : 200 ; Julie : 100 ; Romain : 50 ; AL : 400 ; Ja : 50 ; Cat : 50 ; Pé : 30 ; K : 50 ; Ol : 20 ; F : 50 ; CW : 50 ; MG : 100 ; Br : 50 ; N : 30 ; L : 100 ; LL : 100 ; X : 110.

Toulouse : Permanence du 7 novembre : Morane : 50 ; Chr : 45 ; Gene : 57. Permanence du 21 novembre : Ch : 100 ; J : 50 ; Chr : 50 ; X : 15.

Tours : Réunion publique du 15 novembre : G : 250 ; Aboulafia : 200.

Nantes : Permanence du 23 novembre : Julie : 100 ; H : 300.

Total : 5917.

QUELQUES LIBRAIRIES OÙ L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

ANGERS :

. Contact - rue Lepneveu

BESANCON :

. Les sandales d'Empédocle - 138, Grande Rue

BORDEAUX :

. Le Roi Lire - rue St-Catherine

BREST :

. Maison de la Presse - 64, rue Jean-Jaurès

CLERMONT-Fd :

. Le Papyvire - 3, rue de l'Ente
. Maison de la Presse - place de Jaude

DIEPPE :

. Maison de la Presse - 102, Grande-Rue

DUNKERQUE :

. Maison de la Presse - 34, rue Poincaré

GRENOBLE :

. Le Sphinx - 6, rue Brocherie

. L'encre sympathique - 6, rue Saint-Laurent

LAVAL :

. Point presse - Centre C^o La-Mayenne

LE HAVRE :

. Presse des Halles - 27, place des Halles-Centrales

LILLE :

. Galerie- 57, rue de Béthune
. Le Comte de Monte-Cristo - C.commercial V2
. Villeneuve-d'Ascq

LYON :

. La Gryphe - 5, rue Sébastien-Gryphe (7^e)
. La Proue - 15, rue Childebert (2^e)

MARSEILLE :

. Odeur du Temps - 35, rue Pavillon (1^e)

MARTIGUES :

. Librairie Bellevue - 5, Bd Degut.

MELUN :

. La Porte Ouverte - 19, rue du G^o-de-Gaulle

MONTAUBAN :

. Maison de la Presse - rue de la République

MONTPELLIER :

. Librairie Sauramps-Le Triangle - Allée J.-Milhaud

NANTES :

. Vent d'Ouest - 5, pl. du Bon-Pasteur
. Lanoë - 2, rue de Verdun
. Librairie des Boulevards - 20, bd des Anglais

NICE :

. Le Temps de Vivre - 50, bd de la Madeleine

ORLEANS :

. Temps Modernes - rue N-D-de-la-Délivrance

PARIS :

. L'Herbe Rouge - 1 bis, rue d'Alésia (14^e)

. La Brèche - 9, rue de Tunis (20^e)
. Le Point du jour - 58, rue Gay-Lussac (5^e)

SAINT-ETIENNE :

. Librairie de Paris - rue Michel-Rondet
. Utopia - rue Pierre-Berard

SAINT-NAZAIRE :

. Le Temps de Vivre - 71, rue Jean-Jaurès

TOULON :

. Hall de Presse - bd M^o Leclerc

TOULOUSE :

. Toulouse Presse - 60, rue Bayard
. FNAC- 81, bd Carnot
. Les Arcades - place du Capitole

TOURS :

. Librairie - 104, rue Colbert.

PUBLICATIONS DU CCI

Ecrire les adresses comme suit, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA

Apartado de Correos 258
Valencia 46080 - ESPAGNE

INTERNATIONALISME

BP 1134, 1000 Bruxelles 1 - BELGIQUE

INTERNATIONALISM

P.O. Box 288 New York
N.Y. 10018-0288 - U.S.A.

INTERNACIONALISMO

Apartado 20674 Caracas 1020-A - VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION

IR, Box 21106, 10031 Stockholm - SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

WERELD REVOLUTIE

WR Postbus 11549
1001 GM Amsterdam - HOLLANDE

WORLD REVOLUTION

BM Box 869,
London WC1 N 3XX - GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION

Postfach 410308 50863 Köln
ALLEMAGNE

WELTREVOLUTION

Postfach 2216
CH-8026 Zürich
SUISSE

REVOLUCION MUNDIAL

Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico
MEXIQUE.

COMMUNIST INTERNATIONALIST (publication en langue Hindi)

POB 25, NIT, Faridabad 121 00.
HARYANA INDIA.

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE

(12 numéros du journal) :
FRANCE : 100 F - ETRANGER : 100 F - PAR AVION : 120 F

ABONNEMENT SIMPLE

(4 numéros de la Revue internationale) : FRANCE : 75 F - ETRANGER : 75 F - PAR AVION : 90 F

ABONNEMENT COUPLÉ

(journal + revue) : FRANCE : 170 F - ETRANGER : 170 F - PAR AVION : 210 F

ABONNEMENT DIFFUSEUR

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :
-RI : abonnement à 3 : 240 F, à 5 : 400 F.
-Revue internationale : abonnement à 2 : 145 F, à 3 : 250 F.
Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

Versement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de RI - CCP523544Y-Rouen, à adresser à la boîte postale de RI :

RI
Mail Boxes 153
108, rue Damremont
75018 PARIS

L'accélération dramatique d'une crise qui dure depuis 30 ans

Il y a trente ans de cela, les groupes à l'origine du Courant Communiste International se trouvaient totalement isolés lorsqu'ils annonçaient le retour de la crise ouverte du capitalisme. Aujourd'hui, la classe dominante ne peut dissimuler son effroi devant la gravité de la situation actuelle qui contient le risque que des "dragons blessés", ou maintenant la Russie en quasi-cessation de paiement, n'entraînent dans l'abîme l'ensemble de l'économie mondiale. Néanmoins, ce que la bourgeoisie tente de dissimuler, c'est que la situation actuelle est le résultat du caractère historique et inéluctable de la crise du système capitaliste.

C'est la raison pour laquelle il est de la responsabilité des révolutionnaires de mettre en évidence, face à leur classe, le caractère permanent de cette crise depuis le début du siècle. C'est en effet à cette période que, le marché mondial se trouvant saturé par rapport aux besoins d'expansion du capitalisme, celui-ci entraînait dans sa phase de décadence. Dans le même sens, il revient aux révolutionnaires de rappeler l'ampleur des dévastations dont cette crise permanente du mode de production capitaliste est à l'origine : deux guerres mondiales qui ont ravagé la planète, la dépression mondiale des années 30 et la crise de nouveau ouverte depuis la fin des années 60. Les seules trêves, très relatives, accordées à l'humanité furent les périodes correspondant aux phases de reconstruction après les deux conflits mondiaux.

Le présent article se propose de montrer que les problèmes actuels de l'économie, loin de présenter un caractère circonstanciel, passager, sont la conséquence de la dégradation de celle-ci depuis le retour de la crise ouverte à la fin des années 60.

Récession, endettement, nouvelle récession ...

"C'est en 1967 que les premiers symptômes se font sentir de façon certaine : la croissance annuelle de la production mondiale tombe à son niveau le plus bas depuis dix ans. Dans les pays de l'OCDE, le chômage et l'inflation connaissent des accélérations faibles, mais certaines. En 1967, il y a officiellement sept millions de chômeurs dans les pays de l'OCDE (...)." (1)

Ces perturbations correspondent au fait que se clôt la période où les économies japonaises et européennes en reconstruction, grâce aux crédits du plan

Marshall, constituaient le débouché permettant d'absorber la production américaine. Devenant à leur tour exportatrices, leurs produits viennent concurrencer ceux de la première puissance mondiale. A partir de ce moment là, qui illustre le problème de fond de la saturation des marchés auquel ne peut échapper le capitalisme décadent, c'est à coups d'endettement des différents Etats que se résoudra artificiellement la création des marchés qui font défaut. Et comme le remède ne constitue pas une solution, il faudra à chaque rechute y recourir davantage encore, ce qui aura pour effet l'accumulation d'une dette qui ne pourra jamais être remboursée, et de plus en plus menaçante pour la stabilité de l'économie mondiale.

Après une reprise de l'activité économique en 1968, *"la deuxième récession dont le fond est touché en 1970 est beaucoup plus forte que celle de 1967. (...) Elle vient confirmer que la récession de 1967 n'avait pas été un 'accident' allemand mais l'annonce certaine d'une nouvelle période d'instabilité économique"* (1).

Une nouvelle relance de l'activité économique, de 1972 jusqu'au milieu de l'année 1973, est financée par les différents Etats au moyen essentiellement de la planche à billets. Mais, fin 1973, intervient une troisième récession, plus longue (jusqu'à fin 1975) et plus profonde (recul de la production à un rythme annuel de 4,3% au début de 1975).

La relance de 1976-79 s'effectue par les moyens suivants : une accentuation de la politique des déficits budgétaires des différents Etats (mesures keynésiennes créant un marché interne artificiel) ; le rôle de locomotive de l'économie mondiale joué par les Etats-Unis qui importent beaucoup plus qu'ils n'exportent ; et enfin l'endettement massif

des pays du tiers monde. Vigoureuse en 1976, elle s'effrite ensuite progressivement. En 1979, la fuite généralisée devant un dollar déprécié par l'inflation, mais néanmoins monnaie de référence pour le commerce mondial, menace de krach le système monétaire international. Pour soutenir leur monnaie, les Etats-Unis sont contraints de relever les taux d'intérêt, précipitant ainsi l'arrivée de la nouvelle récession de 1982.

Le tournant des années 80

Cette nouvelle récession, la quatrième, est à son tour la plus longue et la plus profonde de l'après-guerre. Le commerce mondial recule de 2%, la production industrielle des pays les plus industrialisés chute de 4,5%. Les pays de l'OCDE comptent alors 32 millions de chômeurs (plus de 10% de la population active), pourtant recensés avec des méthodes de calcul dont l'objectif premier est d'en minimiser le nombre. Face à l'augmentation de la charge que représente pour les Etats l'assistance aux chômeurs, les allocations sont réduites, la durée en est raccourcie et des mécanismes draconiens de radiation des listes du chômage sont mis en place.

La dette extérieure des pays du tiers monde et du bloc russe se monte alors à 853 milliards de dollars. Le tiers monde "s'effondre" sous le poids de sa dette qu'il ne peut plus rembourser. Dans ces pays, on assiste au développement d'une masse permanente de sans emploi vivant dans des conditions inhumaines.

Vient la reprise de 1983-84, tirée par la relance de l'activité économique aux Etats-Unis, laquelle résulte essentiellement d'une augmentation vertigineuse des commandes militaires. Dans les autres pays aussi, d'ailleurs, l'essentiel des déficits s'investit également dans la production d'armements. Si cette reprise parvient à s'étirer jusqu'en 1990, elle présente néanmoins, mis à part les taux de croissance positifs officiels, toutes les caractéristiques d'une récession. Des pans entiers et considérables de l'appareil industriel sont éliminés au nom d'un "assainissement". Ils constituent autant d'amputations rendues nécessaires par la surproduction et vien-

nent alimenter le phénomène de désertification industrielle qui ravage des régions comptant parmi les plus anciennement industrialisées de la planète, en Grande-Bretagne, en France, en Belgique ou aux Etats-Unis par exemple.

Le fléau du chômage ne cesse de se développer à un rythme accéléré, si bien qu'en 1986, ce sont 30 millions d'ouvriers en Europe occidentale qu'il concerne, c'est-à-dire entre 15 et 45 % de la classe ouvrière, selon les pays. Ce sont tous les aspects de la vie des ouvriers qui sont attaqués simultanément par le chômage, l'explosion du travail précaire, des conditions de travail aggravées, des salaires nominaux réduits, le salaire social (santé, allocations pour les personnes âgées et les enfants, le logement) amputé, tout cela entraînant un développement massif de la paupérisation absolue de la classe ouvrière au coeur des pays les plus industrialisés. Les pays de la périphérie connaissent de nouveaux sommets dans la misère absolue, la famine, les épidémies meurtrières. Par ailleurs, les pays du COMECON, minés par la crise économique, voient s'accroître leur dette extérieure, stagner la production de certains d'entre eux pourtant considérés comme des modèles (la Hongrie). C'est le prélude à l'effondrement imminent du bloc de l'Est.

Cette "reprise", qui n'en est pas vraiment une, se paie néanmoins au prix d'une explosion de l'endettement, des Etats-Unis en particulier. En 1985, et pour la première fois depuis 1914, ce pays devient débiteur vis-à-vis du reste du monde. A la fin des années 80, son endettement extérieur s'élève à 500 milliards de dollars et sa dette interne oscille entre 6 000 et 8 000 milliards de dollars. Il consacre alors annuellement 170 milliards de dollars au paiement de sa dette. Pendant ce temps, l'endettement extérieur des pays de la périphérie s'élève, quant à lui, à 1300 milliards de dollars.

La fin des années 80 et le début de l'année 1990 sont ponctués par trois alertes boursières : le krach boursier d'octobre 1987, le plus important depuis la crise de 1929, celui d'octobre 1989 et enfin celui de l'été 1990. Elles

illustrent la réalité de la menace d'effondrement qui résulte de l'existence d'une masse croissante de dettes non remboursables. Fait historique, significatif de l'aggravation de la crise tout au long des années 80, cette décennie s'achève avec l'effondrement des régimes capitalistes d'Etat staliniciens, moins bien armés pour faire face à la concurrence mondiale.

Années 90 : l'enfoncement dans la décomposition

La nouvelle période de récession ouverte est annoncée par une chute de la production et des bénéfices au cours de l'année 1990. La Grande-Bretagne connaît à partir de la mi-1990 sa récession la plus longue et la plus violente depuis les années 30. Les tentatives pour relancer l'activité économique à coups de nouveaux crédits restent sans effet et les grandes firmes américaines licencient par dizaines de milliers. Le seul résultat tangible en est une nouvelle augmentation de la dette. A la fin de l'année 1991, l'endettement des Etats-Unis est de 10 481 milliards de dollars sur le plan intérieur, et de 650 milliards de dollars vis-à-vis des autres pays.

L'Allemagne entre en récession à la fin de l'année 1991 et le Japon voit sa croissance diminuer dangereusement. Pour la seule année 1991, il y a 6 millions de chômeurs en plus au sein de l'OCDE. L'année 1992 connaît une aggravation de la situation avec l'entrée de plain-pied dans la récession de pays qu'elle avait relativement épargnés : l'Allemagne, le Japon, la France.

Les pays de l'Est, que la chute du stalinisme était censée délivrer des barrières à leur développement économique, sont plongés dans un marasme économique qui aggrave considérablement la situation de la classe ouvrière et des populations. Quant aux pays du tiers monde, la guerre aidant, ils n'en finissent pas de s'enfoncer dans un abîme qui transforme littéralement certains continents comme l'Afrique en un véritable cimetière.

Les Etats-Unis se sortiront finalement de la récession, non pas comme lors des reprises précédentes, en tirant derrière eux l'économie mondiale, mais "contre

(SUITE PAGE 6)

NOS POSITIONS

* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'Est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du xx^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe

ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entremassacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front antifasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'« organiser la classe ouvrière », ni de « prendre le pouvoir »

en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la *Ligue des Communistes* de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (*l'Association Internationale des Travailleurs*, 1864-72, *l'Internationale Socialiste*, 1884-1914, *l'Internationale Communiste*, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les *gauches allemande, hollandaise et italienne*.